



Séance ordinaire du vendredi 21 décembre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt et un décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Hervé MARTIN, Yvon PELLET, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Jean-Marc ALAUZET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Isabelle GIANIEL, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eric PENSO

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Convention-type de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et les Organismes de Formation dans le cadre de la plateforme collaborative métropolitaine clause sociale - Approbation - Autorisation de signature

Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a lancé, en 2016, une « plateforme collaborative métropolitaine clause sociale », issue du Contrat de Ville 2015-2020 co-animée avec l'Etat, qui constitue une des actions phare du Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (Podem), dispositif de coordination et d'animation des politiques locales d'emploi et d'insertion.

Cette plateforme est née d'un constat : la nécessité d'avoir sur le territoire métropolitain un guichet partenarial de la gestion de la clause sociale à disposition des donneurs d'ordres et des entreprises intervenant sur le territoire.

Elle confirme la volonté de Montpellier Méditerranée Métropole à engager son territoire dans une dynamique d'achat socialement responsable.

L'objectif de cette plateforme, animée par Montpellier Méditerranée Métropole, et soutenue financièrement par l'Etat et le Fonds Social Européen (FSE), est d'accroître de manière quantitative et qualitative les opportunités d'insertion pour les personnes éloignées de l'emploi du territoire.

Des conventions de coopération sont signées avec des donneurs d'ordres intervenant sur le territoire métropolitain, leur donnant les bases de collaboration dans un esprit de service public.

A ce jour, 24 donneurs d'ordres sont suivis par la plateforme dans la mise en œuvre de clauses sociales dans leurs marchés dont : Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, la Régie des eaux, la TaM, la SERM-SA3M, ACM habitat, la SNCF, Erilia, le CHU de Montpellier, la Ville de Grabels, un Toit pour tous, Mercadis Somimon, IRD, FDI Habitat, la COMUE, le CNRS, le CIRAD, l'ARS, SFHE, Nexity, Montpellier Sup Agro, IRSTEA, INSERM et Institut régional du cancer de Montpellier.

Sur la période 2016-2017, les chiffres consolidés présentent plus de 230 900 heures d'insertion réalisées, dont 100 300 heures en 2016 et plus de 130 600 heures en 2017. Ce sont 379 personnes qui ont ainsi accédé à une période de travail, dont 43% issus des Quartiers Politique de la Ville. 12% sont des femmes. Et à l'entrée dans le dispositif 38% avaient moins de 26 ans. Par ailleurs, au 31 octobre 2018, plus de 160 000 heures d'insertion ont déjà été enregistrées.

Cette plateforme ambitionne de poser les bases d'un partenariat étroit avec l'ensemble des parties prenantes de la mise en œuvre de clauses sociales.

Après avoir signé des conventions de partenariat avec les acteurs du Service Public de l'Emploi (Pôle emploi, Cap emploi et la Mission Locale Jeunes Montpellier Méditerranée Métropole) et les différents partenaires de l'insertion et de l'emploi (tel les Structures d'Insertion par l'Activité Economique, le Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification et certaines entreprises de travail temporaire), il est proposé d'ouvrir le partenariat avec les organismes de formation. Il est ainsi proposé une convention-type de partenariat avec ces organismes.

Cette convention fixe les modalités de partenariat des organismes de formation au sein de la plateforme collaborative métropolitaine clause sociale.

Ensemble, Montpellier Méditerranée Métropole et les organismes de formation souhaitent agir sur ces différents facteurs pour faciliter l'accès à la formation des demandeurs d'emploi.

L'offre de formation à disposition des demandeurs d'emploi sur le territoire est importante, mais sa bonne utilisation est dépendante de sa mise en lisibilité auprès des personnes, des conditions pratiques de prescription par les conseillers, et de sa bonne adaptation aux « justes besoins » des personnes.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage par la présente, auprès des organismes de formation signataire de cette convention, à :

- Transmettre d'éventuels candidats à la formation ;
- Proposer des pistes de réflexion sur des besoins en formation sur des métiers en tension ou risquant de l'être ;
- Apporter un suivi qualitatif sur les profils formés qui auront intégré le dispositif clause sociale ;
- Informer régulièrement les organismes de formation des éventuelles difficultés rencontrées sur les parcours en formation (surtout ceux en alternance) ;
- Diffuser à son réseau de partenaires les informations sur les formations, et événements à venir des organismes de formation.

En contrepartie, les organismes de formation s'engagent, auprès de la Métropole, à :

- Transmettre les personnes « éligibles à l'insertion » qui rompent leurs formations, afin de tenter de les raccrocher via l'insertion ; mais aussi quand ces personnes « éligibles à l'insertion » sont recalées avant d'entrer en formation ;
- Diffuser à son réseau de partenaires les informations et événements à venir de la Plateforme Collaborative Métropolitaine Clause Sociale ;
- Informer régulièrement la plateforme des éventuelles difficultés rencontrées.

Ensemble, Montpellier Méditerranée Métropole et les organismes de formation souhaitent agir pour faciliter l'accès à la formation des demandeurs d'emploi.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention-type de partenariat entre, d'une part, Montpellier Méditerranée Métropole et, d'autre part, les organismes de formation,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/12/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 28 décembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20181221-68188A-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/01/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.